

Mouvement Utopia

LE TRAVAIL QUELLES VALEURS ?

Idées reçues et propositions

Préface de **Dominique Méda**

Dessins de **F'Murr**



Les Éditions Utopia
30 rue Amelot 75011 PARIS
contact@editions-utopia.org
www.editions-utopia.org
www.mouvementutopia.org

Diffusion : CED
Distribution : Daudin

© Les Éditions Utopia, novembre 2012

Sommaire

Préface <i>Dominique Méda</i>	7
----------------------------------	---

Introduction : Le travail : de quoi parle-t-on ?	17
--------------------------------------------------	----

Première partie : Quinze idées reçues sur le travail

1. <i>Les Français sont ceux qui travaillent le moins en Europe</i>	29
2. <i>Les Français sont ceux qui coûtent le plus cher</i>	31
3. <i>La RTT et les 35 heures sont la principale source de difficultés économiques en France</i>	35
4. <i>Les 35 heures à l'hôpital, c'est bien la preuve que cela ne marche pas</i>	39
5. <i>Poursuivre la réduction du temps de travail ne résoudra pas la question du chômage</i>	41
6. <i>On vit plus longtemps, il est donc logique de travailler plus longtemps</i>	44
7. <i>Arrêtons d'assister les gens et mettons-les au travail</i>	47
8. <i>Les étrangers, surtout les sans-papiers, prennent le travail des Français. L'immigration crée du chômage en France</i>	52
9. <i>Les Chinois volent nos emplois</i>	55
10. <i>C'est par le travail que chacun et chacune se réalise, s'épanouit et s'épanouit : le travail est donc une valeur fondamentale</i>	59
11. <i>Seul le travail justifie reconnaissance et protection</i>	64

12. <i>C'est le travail qui doit être le principal lien social entre les hommes</i>	67
13. <i>Sans le travail, c'est le chaos</i>	70
14. <i>Pour répartir la richesse il faut produire plus et donc travailler toujours plus</i>	72
15. <i>Le progrès technique permettra de nous libérer du travail</i>	75

Deuxième partie :
Les principales propositions
du Mouvement Utopia

Introduction	79
1. <i>Poursuivre la réduction du temps de travail</i>	84
2. <i>Améliorer les conditions de travail</i>	88
3. <i>Engager la reconversion écologique et sociale de l'économie et relocaliser la production</i>	94
4. <i>Généraliser l'appropriation citoyenne et démocratique de l'outil de production</i>	98
5. <i>Développer et valoriser la sphère autonome et les autres temps de la vie</i>	102
6. <i>Vers la mise en place d'un revenu universel</i>	107
Bibliographie	113



Préface

Au moment où ces lignes sont écrites, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité vient de dépasser les trois millions en France, presque 4,5 millions de personnes étant à la recherche d'un emploi. Les travaux pionniers du sociologue Lazarsfeld et de ses collègues ont montré, dès les années 1930, à partir de l'étude portant sur les effets de la fermeture des usines de la petite ville autrichienne de Marienthal¹, combien le chômage bouleversait les identités des personnes et les rythmes sociaux, constituant comme l'écrit Bourdieu, une véritable « expérience de la déréliction ». Dans des sociétés « fondées sur le travail », ainsi que les dénomme Habermas, dans lesquelles l'occupation d'un emploi et la réalisation d'un travail sont devenues une norme, la privation de travail constitue, comme les travaux de Baudelot et Gollac² l'ont confirmé, une source de malheur et de décohésion sociale. Ce qui explique pourquoi chaque crise s'accompagne à la fois d'un « oubli » de la question du travail, de son contenu et de ses conditions, au détriment d'un raisonnement quantitatif en termes d'emploi et d'un retour des réflexions sur le caractère anthropologiquement absolument nécessaire du travail.

1. Lazarsfeld P., Jahoda, M., Zeisel H (1982) *Les chômeurs de Marienthal*, Les éditions de Minuit.

2. Baudelot C., Gollac M. (2003) *Travailler pour être heureux ?*, Fayard.

C'est bien ce qui s'était passé lors de la grande crise du début des années 1990, qui avait vu le taux de chômage atteindre des niveaux jamais connus. C'est à ce moment que se sont développées en France, dix ans après l'Allemagne, des analyses qui donnèrent lieu à ce faux débat sur « la fin du travail ». Et pourtant, dans les années 1980, les sociologues et anthropologues français avaient accumulé, à la suite des Allemands, un matériel impressionnant : lancement par Maurice Godelier d'un programme de recherche sur les représentations du travail; article fondateur de Marie-Noëlle Chamoux¹, anthropologue, sur la catégorie de travail, dans la lignée des recherches de Jean Pierre Vernant²; affirmation par Michel Freyssenet, en ouverture des réflexions du colloque du Pirrtem que le travail est une « invention » récente, une catégorie historique; médiatisation des travaux de Gorz opposant le travail hétéronome et le travail autonome; retour sur les thèses des « dégâts du progrès ». Le milieu des années 1990 vit ces analyses réduites à un débat mal engagé sur la valeur à accorder au travail. On en vint à se jeter à la figure des chiffres qui montraient que les personnes étaient toujours attachées à la « valeur travail » et à ouvrir la voie aux débats nauséabonds et inutiles qui se développèrent pendant toutes les

1. Chamoux M-N. (1994) « *Sociétés avec et sans concept de travail : remarques anthropologiques* », *Sociologie du travail*, hors collection.

2. Vernant J.P. (1974) *Mythe et pensée chez les Grecs*, Maspéro-La Découverte,

années où se mit en place la réduction du temps de travail. Les campagnes présidentielles de 2007 et de 2012 mirent la question de la dégradation de la valeur travail au centre de leurs plateformes politiques et la réhabilitation de la valeur travail devint un nouveau mot d'ordre. Des commissions se réunirent pour soutenir que certes le travail faisait souffrir mais qu'il n'était pas une souffrance. On oublia durant toutes ces années le fait que la notion de travail était non stabilisée et historique et que ses différentes dimensions étaient profondément contradictoires. Revenons-y un instant.

Il n'existe pas, l'introduction du *Dictionnaire du travail* qui vient d'être publié¹ y revient, de définition univoque et consensuelle du travail. Il existe au contraire une oscillation permanente entre une conception extensive du travail (le travail serait tout effort créateur de valeur d'usage ou plus encore toute activité comportant une dimension d'obligation ou une finalité) et une conception plus réduite dans laquelle le travail est l'activité reconnue utile par la société et donc doublement sanctionnée par un échange monétaire comptabilisé officiellement (le corrélat du travail figure dans le PIB) et des règles définissant les conditions d'exercice du travail indépendant et du travail salarié. Dans le premier cas, ce qui est fait à l'intérieur du foyer (le plus souvent par les femmes...), mais aussi par les enfants à la maison, par les bénévoles... serait

1. Bevort A., Jobert A., Lallement M., Mias A. (2012) *Dictionnaire du travail*, PUF.

du travail, un travail non reconnu à sa juste valeur, dans le second, seule pourrait être qualifiée de travail l'activité que la société reconnaît officiellement en l'enserrant dans des règles collectives et en lui attachant une rémunération.

L'oscillation ou la plurivocité est consubstantielle au travail. Parce que le concept de travail est le résultat de plusieurs siècles d'élaboration théorique, il est constitué, aujourd'hui plus que jamais, de plusieurs couches de significations qui constituent autant de supports pour les individus soucieux de faire triompher l'une ou l'autre de ces significations. Rappelons le très rapidement : le travail est à la fois, dans les représentations, un facteur de production, l'essence de l'homme et le système de distribution des revenus, des droits et des protections. C'est le XVIII^e siècle qui a théorisé l'idée, qui constituera le fond de commerce des économistes, que le travail est un « facteur de production », c'est-à-dire que ce qui importe dans l'activité de travail c'est la richesse créée par celle-ci. Le travail est une désutilité, un effort, une peine qui permet de fabriquer la production. Il est aussi une « force » susceptible de faire l'objet d'un échange, ce que Buret au XIX^e siècle ou Polanyi au XX^e considéreront comme un acte d'une portée considérable. C'est seulement au début du XIX^e siècle, au moment où se développent les conditions de travail les plus épouvantables et les théories de ceux qui s'attaquent à la question sociale, que le travail est soudainement représenté comme une liberté créatrice, comme l'essence de l'homme. Non plus cette activité

douloureuse qui permet de fabriquer la production et d'obtenir un revenu mais cette activité transfiguratrice du monde par laquelle l'être humain transforme radicalement le monde et lui-même. Marx¹ est celui qui pousse le plus loin l'assimilation du travail et de l'activité humaine et défend l'idée que le travail, actuellement aliéné, deviendra un jour premier besoin vital. Alors l'essence du travail qui consiste pour l'homme à mettre tout donné naturel sous la forme de l'humain pourra-t-elle être actualisée. À la fin du XIX^e siècle, avec la mise en place des linéaments de la société salariale, le travail devient emploi, le système de distribution des revenus, des droits et des protections. On le voit, ces définitions sont profondément contradictoires. Le travail n'est pas « de toute éternité », comme on l'entend souvent, ceci ou cela. Il est ce que les êtres humains vivant à une époque déterminée décident d'en faire ou parviennent à en faire.

Pourquoi le travail, essence de l'homme, peut-il être source de souffrance ? Parce que les attentes placées sur lui, les représentations dominantes à une époque sont en contradiction avec la réalité. C'est bien le cas actuellement. Les attentes posées sur le travail n'ont jamais été aussi grandes : les individus attendent non seulement d'avoir un emploi, un boulot, un job, mais aussi que celui-ci leur permette d'avoir un revenu décent, ait un sens, leur permette de se réaliser. Ces attentes sont parfaitement congruentes avec ce que le début du

1. Marx K. (1979) *Œuvres*, Gallimard.

xix^e siècle a produit comme idée sur le travail : le travail comme activité permettant de s'exprimer, de se réaliser, de faire œuvre formatrice, de laisser sa marque. Le travail que Marx décrivait en ces termes : « *Supposons que nous produisions comme des êtres humains : chacun de nous s'affirmerait doublement dans sa production, soi-même et l'autre. 1. Dans ma production, je réaliserais mon individualité, ma particularité; j'éprouverais, en travaillant, la jouissance d'une manifestation individuelle de ma vie, et dans la contemplation de l'objet, j'aurais la joie individuelle de reconnaître ma personnalité comme une puissance réelle, concrètement saisissable et échappant à tout doute (...)* 3. *J'aurais conscience de servir de médiateur entre toi et le genre humain, d'être reconnu et ressenti par toi comme un complément à ton propre être et comme une partie nécessaire de toi-même, d'être accepté dans ton esprit comme dans ton amour.* 4. *J'aurais, dans mes manifestations individuelles, la joie de créer la manifestation de ta vie, c'est-à-dire, de réaliser et d'affirmer dans mon activité individuelle ma vraie nature, ma sociabilité humaine. Nos productions seraient autant de miroirs où nos êtres rayonneraient l'un vers l'autre* ».

À partir de la seconde moitié du xx^e siècle, ces attentes ont pu trouver un début de réalisation : Christian Lalive de Lépinay¹ a montré comment la

1. Lalive d'Épinay C. (1998) « *Significations et valeurs du travail de la société industrielle à nos jours* », in Pichault F., *Traité de sociologie du travail*, De Boeck,

croissance qui a accompagné l'après Seconde guerre Mondiale avait permis de transformer radicalement les conditions d'exercice du travail et de faire de ce dernier un possible vecteur d'épanouissement de soi. Les entreprises ont, à la fin du xx^e siècle, accompagné ce désir des individus de trouver dans le travail un moyen de réalisation et d'expression de soi. Le travail est aujourd'hui le support de toutes ces attentes : il faut en avoir pour pouvoir avoir un revenu et une place dans la société ; il faut qu'il soit le plus épanouissant possible, qu'il ait un sens, mais en même temps, il n'est représenté dans les équations économiques et dans les ratios de gestion des entreprises, que comme un simple « facteur » qui constitue un coût à réduire. C'est la production qui compte, ou le chiffre d'affaires et pas d'abord l'activité de travail. Si la souffrance au travail vient des entraves fixées à la puissance d'agir des individus, comme l'explique par exemple Yves Clot, si les individus souffrent, comme l'avait bien mis en évidence le questionnaire consacré par Radio France au sens du travail, de ce que l'obsession de la rentabilité et de la productivité détruisent le sens que les individus attendent du travail et si une telle situation nécessite l'ouverture au sein des entreprises de débats sur ce qu'est la qualité du travail, n'en doutons pas, ce sont bien des désaccords forts sur les logiques à l'œuvre dans l'entreprise et plus généralement sur les représentations que nous nous faisons du travail, qui surgiront.

Nous l'avons montré, il n'y a aujourd'hui, en France, aucune dégradation de la « valeur travail ». Les attentes des Français vis-à-vis du travail sont immenses : plus encore que les autres Européens, ils attendent du travail un revenu, et surtout du sens, ainsi qu'une possible réalisation de soi. Ces attentes sont déçues, plus qu'ailleurs aussi sans doute, ce décalage entre l'ampleur des attentes posées sur le travail et sa réalité, conduit à des situations de retrait ou de mal-être. La question est dès lors de savoir si l'ensemble de la société est prêt à remettre le travail au centre, à donner à la question du sens du travail une place aussi importante qu'à celle de la réalisation de la plus grosse production possible ou de la maximisation du profit. Prenons au mot tous ceux qui nous disent que le travail est une valeur et qu'il doit permettre aux individus de s'épanouir et demandons-nous ce que seraient, à l'échelle des organisations de travail comme à celle de la société toute entière, les conditions d'un travail épanouissant. Ou plus exactement, interrogeons-nous sur les contours d'une société qui aurait pris acte de ce que les Français disent aujourd'hui du travail et que l'on pourrait résumer ainsi : le travail est très important ; pour vivre normalement, il faut avoir un emploi et ce qui compte c'est l'ambiance de travail et le contenu du travail ; mais actuellement, les conditions de travail et d'emploi sont contradictoires avec cette représentation et la place occupée par le travail ne permet pas qu'un temps nécessaire soit consacré aux autres activités humaines, également nécessaires aux individus et

à la cohésion sociale, les activités amicales, familiales, amoureuses, de libre développement de soi, politiques.

Nous en déduirions qu'il nous faut, d'une part, mieux « distribuer » le travail, qui apparaît clairement sinon comme un « bien premier » au moins, dans nos sociétés actuelles, comme une activité essentielle et, d'autre part, changer profondément le travail. Les débats des années 90 avaient déjà pour but de rendre cette double opération possible : en repartant de l'idée que le travail constitue dans nos sociétés (encore fondées sur le travail) une activité indispensable, organiser rationnellement l'accès de tous au travail décent ; en s'appuyant sur les attentes manifestées à l'endroit du travail mais aussi des autres activités, organiser leur articulation et permettre à tous les citoyens d'avoir accès à la gamme entière des activités humaines. S'il n'est pas du tout certain que les débats actuels constituent une voie possible pour refonder la place du travail, la reconversion radicale qu'exigera la prise en considération de la crise écologique pourrait l'être. En effet, prendre au sérieux les objectifs que la communauté scientifique fixe pour prévenir une détérioration majeure du climat nous oblige à repenser radicalement les modalités de notre production et à les enserrer dans de nouvelles contraintes. Dans ces circonstances, c'est non seulement une reconversion massive des secteurs et des emplois que nous devons être capables d'organiser au plus vite mais aussi une nouvelle manière d'envisager la production, désormais moins conçue comme un acte visant à extraire à tout prix des utilités

agrégées dans le PIB qu'à satisfaire les besoins humains fondamentaux en prenant soin du travail humain et de la Nature. Un changement du travail au service d'un changement de civilisation.

DOMINIQUE MÉDA,
sociologue et philosophe.

Septembre 2012

Auteur notamment de *Le Travail, une valeur en voie de disparition?* et *Qu'est ce que la richesse?*



Introduction

Le travail : de quoi parle-t-on ?

Lorsqu'on aborde la question du travail, la difficulté principale vient du fait qu'aujourd'hui ce vocable désigne des choses très différentes. On « travaille » à l'école, on « travaille » à l'usine, on « travaille » en faisant la vaisselle, on « travaille » en préparant une pièce de théâtre... L'amalgame entre activité et travail, la confusion entre emploi, salaire et travail est source de malentendus. C'est en jouant sur les différentes significations du mot travail que l'on a pu créer cette notion fourre-tout et la transformer en « valeur ».

De façon commune, le travail est donc associé aussi bien à l'emploi qu'à l'activité. Or, le travail est un sous-ensemble de l'activité. Devant la difficulté à le définir, on considère à tort – dans le langage courant contemporain – que le travail couvre tous les champs « productifs » de l'activité humaine, que ce soit sous forme d'emploi rémunéré ou sous forme de réalisation de tâches utiles à la vie, comme le travail domestique, celui de l'artiste, l'embellissement de son environnement, le bénévolat dans une association...

Dans cet ouvrage, et par convention, nous utiliserons le mot « travail » pour désigner l'exercice d'un emploi rémunéré.

Le « travail » désignera l'activité de la personne qui exerce un métier dans l'entreprise, dans une coopéra-

tive, dans un service public, dans une association ou encore comme artisan. Le « travail » ne se caractérisera donc pas par une catégorie d'activités en particulier, mais par le fait que l'on donne à cette activité une contrepartie financière.

Par exemple, si je fais la cuisine pour moi ou mes amis, nous n'appellerons pas cette activité un travail. En revanche, si je fais la cuisine dans un restaurant en contrepartie d'un salaire, nous qualifierons alors cette activité de « travail ».

L'Histoire a montré que l'activité permettant la subsistance et la satisfaction des besoins ne s'est pas toujours appuyée sur une hiérarchisation des tâches valorisant celles qui étaient productives. Celles-ci pouvaient être limitées à quelques heures par jour à l'image de ce qu'elles étaient au temps des chasseurs-cueilleurs. Dans ce type de sociétés, l'idée de besoins illimités n'existait pas. Dans la Grèce antique, le travail était méprisé et assimilé à des tâches dégradantes. Dans la Bible, le travail est considéré comme une sanction : « *tu gagneras ton pain à la sueur de ton front* ». Notons que le mot travail vient du latin *tripalium*, qui désignait au XVI^e siècle un instrument de torture. Dans les sociétés pré-capitalistes, on traitait le travail au mieux comme une activité nécessaire à la survie, au pire par le mépris, mais l'essentiel de la vie sociale et de l'épanouissement individuel se situait hors de son champ.

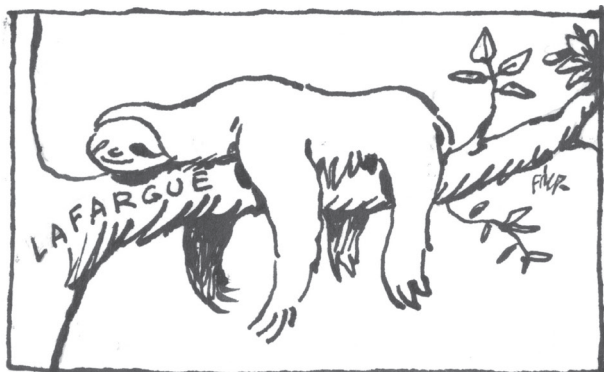
L'élévation du travail au rang de valeur est donc le fruit d'une construction historique. Elle est née avec l'avènement du système capitaliste et s'est pro-

gressivement imposée à tous comme naturelle, voire « désirable ». Adam Smith, en assimilant le travail et notamment sa productivité à un facteur d'accroissement de la richesse, a contribué à consacrer la mesure de la richesse d'une société par son activité économique, tout en l'associant à la part croissante du temps à consacrer au travail, dû notamment au développement de la production industrielle. Les gains de productivité, nés de la mécanisation puis de l'informatisation, destinés à diminuer la pénibilité ou le temps de travail nécessaire à la réalisation d'un bien ou d'un service, ont principalement servi à augmenter la quantité de marchandises produites. Ils ont de fait, sous la pression des luttes sociales, contribué jusqu'à la fin du xx^e siècle à la diminution du temps du travail salarial. Aujourd'hui, bien que stoppée, la réduction du temps de travail est souvent décriée et accusée de tous les maux et fait l'objet d'un bon nombre d'idées reçues.

Chacun travaille ainsi dans un monde qui en a fait une valeur centrale de l'organisation sociale, basée sur une temporalité qui rejette l'oisiveté, l'inactivité et qui accorde le loisir comme une activité organisée et compensatrice.

Le travail étant considéré comme une valeur centrale, un vecteur de réalisation individuelle et de lien social à partir duquel se construit un nouvel ordre fondé sur le salariat, comment s'étonner que l'augmentation du volume de travail et la création d'emplois deviennent l'alpha et l'oméga de tous les programmes politiques ? Comment s'étonner que soient stigmatisés

les « inactifs », jeunes, chômeurs ou retraités, dans une société qui a volontairement assis son système sur l'exploitation de la production, sur la force de travail ?



Libérer le travail ou se libérer du travail ?

« Une controverse divise la gauche depuis un siècle et demi. Dans sa recherche d'émancipation, l'homme doit-il viser à se libérer du travail ? Ou bien doit-il plutôt libérer le travail, en l'affranchissant de la subordination, cette malédiction du salariat ? »¹

Libérer le travail est au centre de l'œuvre de K. Marx et plus généralement des socialismes, qu'ils soient associatifs, utopiques, scientifiques ou autoges-

1. Thomas Coutrot (dir.) (2011), *Pour en finir avec ce vieux monde, les chemins de la transition*, Éditions Utopia.

tionnaires. Ce courant dominant encore aujourd'hui au sein de la gauche, consiste à inverser la répartition de la valeur ajoutée du capital vers le travail et à faire entrer de la démocratie au sein de l'appareil productif et distributif via le pouvoir des travailleurs. Cela passait hier par « l'appropriation collective des moyens de production », mais les échecs du socialisme soviétique ont sérieusement tempéré cette volonté. Aujourd'hui, une partie de l'économie sociale et solidaire et plus particulièrement les Scop, mais également ce que l'on appelle le christianisme social, sont sur cette trajectoire. Dans les entreprises et groupements d'économie sociale, la démocratie interne et la recherche de relations équitables producteurs-consommateurs permettent ainsi de porter d'autres valeurs.

Face à la souffrance au travail, à la concentration du capital, à la prise de pouvoir d'une finance déconnectée de l'économie réelle et plus largement à la crise de sens que connaît actuellement le travail salarié, la « libération du travail » qui propose de démocratiser l'économie en politisant le travail prend un nouvel essor.

Se libérer du travail, c'est considérer par principe que dans tout travail il y a une part plus ou moins grande d'aliénation et de subordination. Pour s'émanciper l'homme doit donc réduire la part que prend le travail dans sa vie. Cette volonté de se libérer du travail, à contre-courant de la pensée dominante actuelle, est pourtant porteuse d'avenir. Car à ce désir de désa-

liénation s'ajoute le fait que, grâce à l'automatisation et plus généralement aux gains de productivité, la masse de travail disponible ne permet plus de donner un emploi à « plein-temps » à chacun.

Déjà en 1880, Paul Lafargue, dans son célèbre *Droit à la paresse*, voit dans le travail « *la cause de toute dégénérescence intellectuelle, de toute déformation organique* ». Hannah Arendt souhaite que l'humanité se libère « *de son fardeau le plus ancien et le plus naturel, le fardeau du travail, l'asservissement à la nécessité* ». Elle divise la forme la plus courante du vécu humain, la *vita activa*¹, en trois catégories : le travail proprement dit, correspondant aux nécessités biologiques de tous les jours ; l'œuvre, qui s'inscrit dans la durée et qui exprime notre relation avec le monde ; et l'action qui met les hommes en relation entre eux, les fait débattre et prendre des initiatives pour façonner ce monde. Elle constate et déplore la tendance actuelle du travail à devenir englobant, à absorber les deux autres catégories.

Quant à André Gorz², il considère que la notion de travail est une invention du capitalisme industriel et que « *le salariat est la complète dépossession de la personne active* ». Il propose de se réappropriier le travail, ses moyens et ses résultats, en réduisant au maximum par l'automatisation et la limitation du superflu

1. Hannah Arendt (1983), *Condition de l'Homme Moderne*, Calmann-Lévy.

2. Gorz A. (1980) *Adieu au prolétariat*, Galilée.

la sphère de la nécessité (Marx) ou de l'hétéronomie (Illich, Gorz) afin de développer celle de l'autonomie, c'est-à-dire celle de l'auto-activité. Jérémie Rifkin¹ prédit la fin du travail, le collectif Krisis considère que le travail est une activité spécifique du capitalisme², et Dominique Méda remet en question le besoin de travail et dénonce surtout sa centralité.

Raoul Vaneigem va encore plus loin dans sa critique du travail lorsqu'il dit dans une semi-boutade que « *le travail est ce que l'homme a trouvé de mieux pour ne rien faire de sa vie* ». ³



Un paradoxe

Comme nous l'avons vu nous assistons aujourd'hui à un paradoxe : malgré la constante augmentation des gains de productivité, malgré un épuisement des

1. Jérémie Rifkin (1996) *La Fin du travail*, La Découverte.
2. Collectif Krisis (2004), *Manifeste contre le travail*, 10-18.
3. Raoul Vaneigem (1996), *Nous qui désirons sans fin*, Folio Gallimard.

ressources naturelles et un chômage de masse devenu structurel, il n'est question que de vouloir augmenter le volume et le temps de travail. Le chantage à l'emploi est devenu l'arme de soumission massive préférée des détenteurs du capital vis-à-vis de ceux qui n'ont « que leur force de travail pour vivre ». De ce fait, un peu partout dans le monde, alors qu'une large partie de la population n'a pas d'emploi ou ne peut pas en vivre, une autre travaille trop ou dans de mauvaises conditions.

Se pose alors la question du partage du travail, de la coopération plutôt que de la concurrence débridée.

Le travail est aujourd'hui le support et l'alibi de la croissance, une voie obligée d'une participation aux tentations de la société d'abondance. Dans une société centrée sur le travail, il est logique que celui-ci soit perçu ou vécu comme un facteur de fort lien social et d'identité. Ce qui explique, au-delà de son apport en terme de rémunération, que beaucoup de travailleurs y soient attachés et désemparés lorsqu'ils perdent leur travail. Un lien social ou une identité pourrait exister dans d'autres activités que le travail, si celui-ci ne représentait pas l'essentiel de notre temps et de notre énergie. Le travail peut être un lien social de qualité auquel chaque individu doit pouvoir avoir accès, mais il ne doit pas être le seul.

Comme le mentionne Dominique Méda : « *Dans une société qui a fait du travail sa norme et son mythe, la source du revenu, de l'identité et du contact des individus, comment ne pas être convaincu que l'ab-*

sence de travail équivaut à une sorte de mort sociale qui se traduit non seulement par une baisse du revenu disponible mais aussi par le sentiment de son inutilité sociale, de son incapacité, par le désœuvrement, par l'absence d'estime de soi.»¹

Travail et emploi

Il n'est nullement contradictoire de vouloir réduire la place du travail et de revendiquer le fait que tout citoyen puisse avoir accès à un travail qui ne soit pas un simple emploi. La lutte contre le chômage reste une priorité et une perspective de plein-emploi reste essentielle. D'autant que dans une société salariale comme la nôtre, le travail est devenu le garant de la protection et de droits.

Dans une société qui sacralise le travail, il est très difficile de poser sereinement les termes du débat tant les souffrances (matérielles et sociales) liées au chômage rendent inaudible cette réflexion. Dans une situation de chômage et de précarité, le rapport de force favorable aux employeurs est plus à même d'imposer des baisses ou des gels de rémunération. Dans ces conditions, comment peut-on imaginer que chaque individu puisse s'épanouir dans son travail ?

Si certains peuvent revendiquer de travailler avec plaisir, il faut analyser dans quelle mesure ce plaisir

1. Dominique Méda (1995), *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Éditions Aubier.

n'est pas issu de la centralité donnée à la valeur du travail, rejetant ainsi au second rang toute autre forme de plaisir de fait dévalorisé.

Sans pour autant nier le plaisir potentiel que peut procurer un travail dont le sens social ou de réalisation de soi est porteur d'œuvre, nous ne devons pas perdre de vue que ce n'est pas le cas pour l'immense majorité des salariés, pour qui le travail reste une contrainte physique et psychologique. La multiplication des suicides sur le lieu de travail, de Foxconn en Chine à France Télécom, est un indicateur dramatique de l'augmentation de cette souffrance au travail. La pression psychologique est devenue d'autant plus forte que le salarié subit les nouvelles méthodes de management et l'exigence d'une rentabilité toujours plus importante. La montée du chômage et le chantage permanent à l'emploi accentuent encore cette pression grandissante.

Ce lien de subordination, cet apprentissage de l'obéissance en entreprise, ces peurs et ces contraintes ne facilitent pas l'exercice pour les individus de la démocratie dans le domaine public. Devrions-nous continuer à ériger en unique lien social, en valeur, cette seule activité résultant d'un rapport de subordination marchande entre les individus ?

Alors, se libérer du travail ou libérer le travail ? La réponse est bien sûr de poursuivre ces deux objectifs.

Après avoir déconstruit les principales idées reçues sur le travail, nous verrons dans la deuxième partie de ce livre comment nous pourrions y parvenir.

PREMIÈRE PARTIE
QUINZE IDÉES REÇUES
SUR LE TRAVAIL

